

un rapport bien plus réaliste. Puisque je parle des immigrants, je pourrais évoquer certains des propos énoncés par le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) lorsqu'il a parlé de la royauté, et ainsi de suite. Les immigrants que je connais, moi, tout ce qu'ils veulent, c'est être reconnus en tant que Canadiens, et rien d'autre, uniquement en tant que Canadiens et, dans la plupart des cas, ce sont de bien meilleurs Canadiens que nous. Si nous appliquions les théories contenues dans le rapport Sedgewick, notre pays n'appartiendrait qu'à une petite minorité égoïste triée sur le volet. Mais aussi longtemps que je serai député je combattrai ce genre de conservatisme dont nous n'avons nul besoin au Canada.

J'aimerais dire quelques mots à propos de la pollution, plus particulièrement de la pollution à l'échelle internationale, mais je tiens tout d'abord à dire au gouvernement qu'il a donné l'exemple au monde entier en adoptant des mesures et des lois visant à enrayer la pollution chez nous. J'ai assisté avec quelques autres députés à une réunion sur les problèmes du milieu qui s'est tenue en juin dernier en Allemagne et à laquelle participaient des représentants de 22 autres pays et entre autres de certains des pays d'Europe les plus avancées dans ce domaine. Il ne fait aucun doute que nous sommes bien en avance sur eux. Certains d'entre eux n'ont pas même soulevé le couvercle si on considère ce que nous faisons au Canada. La région que je représente est délimitée de trois côtés par la frontière canado-américaine. Ces frontières ou limites sont le lac Saint-Clair, la rivière Détroit et le lac Érié. Je n'ai pas besoin d'en dire beaucoup plus long pour faire comprendre que je suis plus optimiste que la plupart des gens qui se veulent à la page quant aux possibilités de récupération de cette région qui permettrait de la rendre, dans son état premier, à l'homme, à la faune et à la flore. Nous savons que les choses vont beaucoup mieux à l'heure actuelle qu'elles n'allaient il y a cinq ans mais ce qui nous a le plus déçus fut l'annonce qui nous apprenait récemment que le gouvernement des États-Unis avait décidé de limiter ses dépenses de nettoyage de la partie américaine du lac. Il est rassurant d'entendre notre propre ministre responsable de l'environnement déclarer que lors de sa visite en avril, le président des États-Unis signera avec le Canada un accord visant l'accélération de ce programme.

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** Je suis au regret d'interrompre l'honorable député mais je dois l'informer que son temps de parole est épuisé. Il peut poursuivre s'il obtient le consentement unanime de la Chambre. La Chambre consent-elle à permettre à l'honorable député de poursuivre ses observations?

**Des voix:** D'accord.

**M. Whelan:** Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Je remercie les députés de la Chambre des communes. En vérité, lorsque l'on pense à la région que je représente, à la quantité de pollution dans l'eau et au fait que les Américains, qui ne détiennent que 50 p. 100 des droits sur l'eau, ont provoqué 90 p. 100 de la pollution, il est grand temps qu'ils prennent certaines mesures. Dans notre région, nous sommes fatigués de leur pollution et les personnes que je connais aux États-Unis sont lassées de l'inaction de leur gouvernement. Je peux mentionner immédiatement la pollution par le bruit. À l'endroit où je demeure, je subis la pire pollution par le bruit de leurs avions qui utilisent l'aéroport métropolitain de Détroit; le territoire canadien sert de couloir aérien pour pratiquement tous les vols dirigés vers l'est des États-Unis. Cela représente un grand nombre de vols car l'aéroport métropolitain de

[M. Whelan.]

Détroit est l'un des plus actifs en Amérique du Nord. Il faudrait y mettre un terme.

Je voudrais dire un mot ou deux sur le pacte de l'automobile. J'ai déjà donné mon opinion sur le pacte en question. J'étais député lorsqu'il a été signé. J'ai eu certaines discussions avec mes collègues dans ce domaine, ainsi qu'avec des personnes intéressées et je suis sûr que le pacte de l'automobile ou le même genre d'accord sera signé, de façon à développer l'industrie plus que jamais. Il est intéressant de noter ce qu'a déclaré hier à Saint-Thomas le président de la Ford Motor Company of Canada, M. Bennett. Son principal sujet d'inquiétude n'était pas le pacte de l'automobile mais le nombre d'automobiles importées au Canada et le fait qu'elles faisaient concurrence à sa société. Si davantage de Canadiens étaient disposés à acheter des automobiles construites en Amérique du Nord, nous serions dans une meilleure situation.

Je crois que le Canada est un grand pays. Nous avons nos problèmes, mais si nous les comparons à ceux du Vietnam, du Pakistan, du Moyen-Orient et de l'Irlande, ils sont vraiment insignifiants. Notre pays a un grand avenir. Celui des Canadiens sera encore plus grand si le gouvernement accepte certaines de nos humbles suggestions. Socrate disait—et je parle ici, comme lui, de l'agriculture—que lorsque la terre reste nue et ceux qui la cultivent souffrent, tout en souffre également.

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, il m'est agréable d'avoir l'occasion de participer à ce débat. Nous en sommes à la quatrième session de la ving-huitième législature. Nous avons observé l'activité législative du gouvernement depuis trois sessions, et dans le présent discours du trône, nous trouvons l'esquisse des mesures législatives proposées pour la présente session. En se fondant sur l'activité du gouvernement depuis plus de trois ans et demi et sur les propositions que nous sommes à examiner, la population canadienne devrait être en mesure de juger si le gouvernement actuel a été bénéfique ou non pour le Canada. À mon avis, la foi et l'espoir manifestés par un grand nombre de Canadiens après l'élection de 1968 ont été détruits par le programme et la politique stériles du gouvernement. Ce qui semblait être au début une façon nouvelle et revigorante d'aborder nos difficultés nationales s'est transformé en un cauchemar économique pour la majorité des Canadiens.

• (1600)

Pendant la dernière campagne, le slogan électoral du parti libéral était «La société juste». Je suppose que tout dépend en grande partie de la manière dont on définit ce qu'est en réalité une société juste et comment on peut y parvenir. À mon avis, toute société juste devrait pouvoir fournir un emploi avec un revenu raisonnable pour tous les Canadiens capables et désireux de travailler. Elle devrait pouvoir loger convenablement toute la population et assurer à tous les Canadiens, spécialement à ceux qui sont à la retraite ou incapables de travailler, un niveau de vie convenable, y compris tous les services de santé nécessaires.

À mon avis, bien d'autres éléments contribuent à une société juste au Canada, y compris le droit de tout citoyen à une solide éducation, le droit de vivre dans un environnement propre et non pollué et le droit que nous avons, nous et nos enfants, de rester maîtres chez nous, économiquement et politiquement. La société juste ne doit pas manquer d'envisager un régime équitable d'impôts et le judicieux emploi de nos abondantes ressources naturelles pour le bien général de la nation tout entière, y compris de